LES AFFAIRES URBAINES

L'ÉVACUATION DES EAUX USÉES—RECOURS À
L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Colin D. Gibson (Hamilton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, je voudrais présenter une motion aux termes de l'article 43 du Règlement à propos d'une question urgente. Il s'agit de la mise au point récente d'un système de recyclage des eaux qui a été réalisée par la SCHL et l'Ontario Research Foundation et qui permettra très bientôt à des municipalités dans tout le Canada d'épargner des sommes considérables. Je prie instamment le ministre d'État chargé des Affaires urbaines de prendre les mesures nécessaires afin de conférer avec les autorités municipales, dans le dessein . . .

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député sait qu'il doit faire part à la Chambre de la motion. Il prie en ce moment le ministre de prendre telle ou telle mesure, ce qui, naturellement, n'a rien à voir avec l'esprit de la motion. Le député devrait en premier lieu indiquer qu'il y a urgence à présenter la motion, puis, la proposer.

M. Gibson: Monsieur l'Orateur, voici ce qui est urgent: partout au Canada, on construit actuellement des usines de traitement des eaux-vannes, alimentées par des pipelines, et si on pouvait arranger une conférence avec les autorités municipales, on pourrait épargner des millions de dollars en deniers publics. A mon avis, . . .

M. l'Orateur: A l'ordre.

La présidence ne peut évidemment être contre la proposition. Je ne fais qu'inviter le député à présenter sa motion.

M. Gibson: Monsieur l'Orateur, je propose, appuyé par le député qui est à côté de moi . . .

M. MacInnis: Qui est-il?

Des voix: Oh, oh!

M. Gibson: Monsieur l'Orateur, les conservateurs ne s'intéressent pas à épargner des millions de dollars tirés des impôts.

Je propose:

Qu'un comité approprié de la Chambre soit chargé d'étudier comment entrer en communication avec les autorités municipales en vue d'épargner des millions de dollars tirés des impôts grâce à une invention mise au point dans les bureaux de recherche du gouvernement fédéral.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député a-t-il une copie de la motion? Le député ne semble pas être en position de force. Il n'a pas de motion et il n'a personne pour l'appuyer.

M. Alexander: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur, c'est avec un très vif plaisir que j'appuie la motion que propose le député.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: Je me demande si le député de Hamilton-Ouest a la motion. Il y aurait peut-être lieu de réexaminer l'affaire à un meilleur moment.

[L'hon. M. Stanbury.]

QUESTIONS ORALES

L'ORDRE PUBLIC

LES TROUBLES AU QUÉBEC—PRÉSUMÉE DÉCLARATION
DU PREMIER MINISTRE AU SUJET DE L'ATTITUDE DES
ÉLECTEURS EN CAS D'ÉLECTIONS GÉNÉRALES

[Français]

L'hon. Martial Asselin (Charlevoix): Monsieur le président, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

La presse rapporte aujourd'hui que le premier ministre du Canada aurait déclaré que la crise que traverse actuellement le Québec inciterait les Québécois à voter en faveur de son parti non seulement parce que le parti libéral représente le gouvernement fort, mais également parce que le gouvernement du Québec est un gouvernement faible. Évidemment, je voudrais demander au premier ministre s'il a des éclaircissements à donner sur cette déclaration, et je voudrais savoir également si le premier ministre entend orienter la campagne électorale de son parti sur cette question importante, c'est-à-dire les troubles au Québec.

Est-ce que le premier ministre pourrait donner plus d'éclaircissements sur la déclaration que rapportent les journaux?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Oui, très volontiers, monsieur le président.

On m'a prévenu que telle était effectivement l'interprétation qui a été donnée à mes remarques. J'aimerais bien que les députés que cela pourrait intéresser lisent le texte même de mon entrevue. Je l'ai en main, mais je ne le citerai pas. Je peux toutefois répondre à la question de l'honorable député en lui disant que le contexte dans lequel ce sujet a été discuté était de savoir si le gouvernement trouverait des difficultés, par exemple, à tenir des élections dans plusieurs mois—je suggère une hypothèse de l'automne—si les troubles et si ce que le reporter appelait la demi-révolution ou le demi-désordre continuaient pendant plusieurs mois,—les mots employés étaient «If this Quebec problem continues over the month»—ma réponse a été que si cette situation se produisait, cela ne nous empêcherait pas de tenir des élections dans le Québec.

Je répondais à cette hypothèse-là, mais je suis très heureux, monsieur le président, que vous me permettiez de dire que je crois que ce n'est justement pas une hypothèse qui se réalise. L'entrevue a été donnée il y a plusieurs jours, mais je pense que les événements des derniers jours prouvent qu'au contraire, le gouvernement du Québec a agi avec beaucoup de maîtrise et qu'il est effectivement un gouvernement fort.

Donc, l'hypothèse ne se réalise pas.

LES TROUBLES AU QUÉBEC—ON DEMANDE SI LA FORCE
DE SÉCURITÉ A PRÉSENTÉ UN RAPPORT AU CABINET—
LA COLLABORATION DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN
VUE DE RÉTABLIR LA SITUATION

L'hon. M. Asselin: Je désire poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

Étant donné que le premier ministre a, évidemment, clarifié sa déclaration en disant que le gouvernement du Québec est un gouvernement fort, je voudrais savoir, à la suite de la formation d'une force de sécurité par le sollici-